

Enquête : Les conditions de travail à l'OEB continuent de se détériorer

[Blogueur Kluwer Patent/Le 12 février 2021 /4 commentaires](#)

Selon une enquête sur les risques psychosociaux réalisée pour l'Union syndicale de l'OEB, moins d'un employé sur trois à l'OEB est satisfait de sa vie professionnelle. 66 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont déclaré que leurs conditions de travail s'étaient détériorées au cours des trois dernières années, et 63 % perçoivent un impact négatif du travail sur leur santé.



D'après les [résultats de l'enquête](#), réalisée par le groupe français [Technologia](#), la situation à l'OEB se détériore pour diverses raisons, qui dépendent en partie du site, du groupe de travail ou de la direction générale, mais le manque de temps est de plus en plus souvent mentionné. 72 % des personnes interrogées ont soulevé ce point, contre 43 % dans l'édition 2016 de cette enquête. Les autres facteurs sont les décisions prises par la direction (83 %), la mauvaise ambiance (58 %), le manque de considération (51 %), la difficulté du travail (16 %) et l'ergonomie du lieu de travail (12 %).

« En conséquence, la qualité du travail est grandement affectée. L'impossibilité de réaliser ses tâches et d'effectuer un travail de qualité a également un impact sur la santé des employés, notamment en termes de détresse psychologique », peut-on lire dans un résumé des résultats.

Voici d'autres réponses à l'enquête :

- « Je considère que la feuille de route définie par le 'Plan stratégique 2023' est importante et nécessaire pour l'avenir de l'OEB » : 44 % ne sont absolument ou plutôt pas d'accord, 36 % sont neutres et 19 % sont plutôt ou totalement d'accord.
- « Je considère que les mesures suivantes sont importantes et nécessaires pour l'avenir de l'OEB » : Accorder plus de temps au personnel pour fournir un travail de qualité (88 %), Passer d'une politique RH basée sur la pression de production et la peur de la sanction à une politique RH qui se concentre... (84 %), Rendre la nouvelle carrière (attribution de « récompenses ») plus juste et plus transparente (74 %), Améliorer les outils informatiques (73 %).
- « Les informations que je reçois de la délégation du personnel sont pertinentes pour mon travail et pour moi personnellement » : 48 % sont plutôt d'accord, 29 % sont totalement d'accord.
- « Estimez-vous que l'introduction d'une prime liée aux performances au niveau de l'employé individuel soit une bonne chose pour la qualité du travail produit par

l'Office européen des brevets ? » : 68 % ne sont absolument pas d'accord, 25 % ne sont plutôt pas d'accord et 8 % sont plutôt d'accord ou totalement d'accord.

- « Je recommanderais l'OEB comme employeur à un ami » : 35 % ne sont absolument pas d'accord, 31 % ne sont plutôt pas d'accord, 21 % sont neutres, 11 % sont plutôt d'accord et 2 % sont totalement d'accord.

Dans plusieurs réponses, il apparaît clairement que les confrontations les plus intenses et les divisions les plus profondes entre la direction et le personnel, de l'époque de l'ancien président de l'OEB Benoît Battistelli, ont diminué. Dans la version 2016 de l'enquête menée par Technologia, 68 % des personnes interrogées n'étaient absolument pas d'accord et 22 % n'étaient plutôt pas d'accord (soit 90 % ensemble !) avec la déclaration « Je soutiens la stratégie de l'OEB définie par la direction générale ». En 2020, ces chiffres sont de 35 % et 32 %. Pourtant, seuls 9 % étaient plutôt d'accord ou totalement d'accord en 2020. Les résultats ci-dessous montrent que, même sous la direction du président de l'OEB António Campinos, les relations sont encore loin d'être saines.

- « Les actions de la direction générale de l'OEB montrent qu'elle est pleinement consciente de l'importance stratégique des compétences des employés (...) » : 42 % ne sont absolument pas d'accord (65 % en 2016) et 36 % ne sont plutôt pas d'accord (25 %).
- « Notre direction générale actuelle a montré qu'elle est intéressée par un dialogue honnête et constructif avec la délégation du personnel sur les questions importantes qui concernent les employés » : 44 % ne sont absolument pas d'accord (90 % en 2016), 33 % ne sont plutôt pas d'accord (9 %), 15 % sont neutres (1 %), 8 % sont plutôt d'accord (0 %) et 1 % sont totalement d'accord (0 %).
- « Selon moi, les actions de la direction générale et la stratégie adoptée se sont considérablement écartées du rôle que l'OEB devrait jouer dans le système européen des brevets » : 31 % sont plutôt d'accord (22 % en 2016) et 34 % sont totalement d'accord (49 %).

Par ailleurs, certaines réponses aux questions liées à la charge de travail ont été plus négatives en 2020 qu'en 2016 :

- « Je suis contraint de travailler très vite » : 36 % sont plutôt d'accord (43 % en 2016) et 57 % sont totalement d'accord (47 %).
- « Ma charge de travail est excessive » : 36 % sont plutôt d'accord (37 % en 2016) et 42 % sont totalement d'accord (31 %).

L'enquête a été réalisée en février et mars 2020. « Sur les 6 545 membres du personnel de l'Office, 3 124 ont été invités à répondre au questionnaire, et 1 759 y ont participé. Le taux de participation est donc de 56,3 % des personnes invitées et de 26,9 % du personnel de l'OEB. » L'USOEB n'était pas autorisée à utiliser les adresses professionnelles des employés pour l'enquête, elle a donc dû recueillir des adresses e-mail privées.

Les questions de l'enquête étaient quasiment identiques à celles des éditions 2010, 2013 et 2016. Selon le rapport, « le taux de participation a été affecté négativement par la période de la crise sanitaire du Covid 19 en Europe et par les périodes de confinement mises en place dans différents pays ». L'USOEB a également envoyé l'enquête au président de l'OEB, M. Campinos, et au Conseil d'administration, mais elle n'a reçu aucune réaction de leur part.

En réponse à une question de Kluwer IP Law, un porte-parole de l'OEB a déclaré que l'Office ne souhaitait pas faire de commentaire au sujet de l'enquête.

Lorsqu'Antônio Campinos a pris ses fonctions il y a plus de deux ans, on espérait qu'il normaliserait les relations sociales au sein de l'OEB après les années Battistelli. L'enquête montre que ce n'est pas le cas, et ces derniers mois, des signes de tensions croissantes ont été observés. En décembre dernier, pour la première fois sous la présidence de Campinos, une grève a été menée. L'USOEB a écrit à ses membres que ce serait le début d'une année de conflit social.